



CCE Décembre 2013

NAO : consultation et avis du CCE

Le discours « dramatique » diffusé à tous les niveaux de l'entreprise ces derniers mois pouvait nous laisser craindre le pire concernant ces Négociations Annuelles Obligatoires, et bien nous pouvons dire que nous avons été servis :

- 0 % d'Augmentation Générale pour l'ensemble des salariés
- baisse de l'enveloppe des Augmentations Individuelles de 1,2% à 1% de la masse salariale

Et ce n'est pas :

- une prime de 300 € brut que va royalement accorder l'entreprise aux 2900 salariés les moins bien payés (*même si nous sommes content qu'ils puissent en bénéficier*).
- ni le budget de 0,1% de la masse salariale destiné à lutter contre les inégalités entre homme et femme qui viendront compenser ces mesures !

Cette prime est pour nous comparer des exemples d'augmentation générale sur la base du salaire de 2363€ pris en référence qui donnerait :

- A un niveau de 3% une augmentation de 70€/ mois soit 850€ à l'année
- A un niveau de 2% une augmentation de 47€/mois soit 567€ à l'année
- A un niveau de 1,5% une augmentation de 35€/ mois soit 425€ à l'année

Nous rappelons notre attachement aux augmentations générales par oppositions aux primes qui sont non pérennes.

D'autant plus quand dans le même temps nous apprenons la suppression de l'avantage salarié pour 2014, ce qui correspond par exemple en automobile à une augmentation brutale de 15% pour les salariés en plus des augmentations des contrats qui vont s'appliquer.

Pour nous cette situation est inacceptable, indécente !

Il est inacceptable pour les salariés de voir l'entreprise :

- engloutir années après années des dizaines (voir centaines) de millions dans des projets qui vont d'échecs en échecs (Macifilia, Macif Portugal, solutions informatique...)
- réaliser des investissements démesurés dans des projets probablement voués à l'échec (près de 80 millions d'euros pour la banque)
- dépenser chaque année des centaines de milliers d'euros pour organiser des assemblées régionales et autres réunions politiques
- sponsoriser des bateaux et acheter des campagnes de publicité pour la télévision

- rémunérer « grassement » ses dirigeants au point qu'ils puissent gagner chaque année à quelques-uns, plus que la somme allouer à 3000 salariés

Et s'entendre dire qu'il faut faire des efforts, et qu'ils n'auront pas d'augmentation générale cette année !

Mais qui fait les efforts chaque jour ? qui doit supporter la pression toujours plus pressante, qui doit faire plus d'objectif, qui doit être plus mobile, qui doit être plus flexible, qui a du mal à poser ses congés quand il le souhaite, qui doit supporter le manque d'effectif chronique, qui doit supporter les réorganisations...

Ce sont les salariés du groupe, cadres et employés qui au quotidien font tourner l'entreprise !

Vous êtes en décalage le plus complet avec la réalité du terrain, vous ne percevez pas le ras le bol général qui monte partout dans l'entreprise.

La seule réponse raisonnée à la situation de tous les salariés, ainsi qu'à la situation de l'économie, ce sont les augmentations générales de salaire qui permettront tant aux salariés qu'à l'économie (et donc à l'entreprise) de sortir du dogme ultra libéral de l'austérité et de la sanction.

C'est pour cette raison que nous vous avons demandé, et que nous demandons toujours, de prévoir une augmentation générale de 3% des salaires avec un minimum de 200€/mois, nous espérons que vous entendrez raison sur cette revendication légitime pour l'ensemble des salariés du groupe Macif. Cela coutera certainement moins cher à l'entreprise que les couts dilapidés par celle-ci.

C'est pour ces raisons que nous ne pourrons donner un avis favorable que si cette revendication était satisfaite, nous demandons à la direction de revoir sa copie sinon nous donnerons un avis défavorable à l'accord NAO 2013.

Enfin nous demandons à toutes les OS de rompre le silence injustifié sur cette honteuse proposition. Nous pensons qu'il n'est pas possible d'accepter cette proposition de l'employeur et proposons donc à toute les Organisations Syndicales de nous réunir, de nous mobiliser pour prendre les mesures nécessaire à la défense des intérêts des salariés et ce y compris par un appel large à la grève de l'ensemble des salariés.